

# Coûts et bénéfices de la transition : comment articuler et synthétiser leurs mesures ?

**Didier Blanchet**

Chaire Mesure de l'économie de l'École d'économie de Paris

Colloque CNIS du 10 mai 2023

Mesurer la transition écologique, perspectives économiques

# Deux questions au système statistique

1. Le volet bénéfiques : mesurer le bien que la transition est supposée apporter à long terme (ou, a minima, les moindres maux)

Problématique de la soutenabilité

Question adressée de longue date à la comptabilité nationale et sans réponse complètement établie à ce jour

2. Rendre compte, symétriquement, des coûts de la transition

Sujet longtemps négligé car espoir d'une transition complètement heureuse qui aurait pu ne rien coûter à personne

Maintenant que la question se pose, y répondre rentre, en principe, dans les attributions naturelles du système d'observation des revenus et des prix, dont fait partie la CN

Mais quantifiera-t-on vraiment tout ce qu'il faut ?

Est-on, du reste, 100 % au clair sur ce qu'on quantifiera ?

# Une remarque de méthode générale

Il y a deux questions distinctes, une sur le suivi du niveau de vie courant et une sur la soutenabilité

Il faut donc au moins deux indicateurs pour y répondre

Un indicateur « chapeau » type PIB vert peut avoir son utilité, mais ce n'est pas lui qui peut répondre à ces deux questions à la fois

Ceci avait déjà été un des messages du rapport Stiglitz

D'autant que, sur ces deux questions que pose la transition, double différence d'horizon et d'échelle

Soutenabilité : une question concernant demain et partout sur le globe

Coûts de la transition : une problématique « ici et maintenant »

# La question de la soutenabilité : ce que le rapport Stiglitz en avait dit (1)

Surtout insisté sur la nature prospective et multidimensionnelle du sujet

*Prospective* : il s'agit de projeter les conséquences d'actions présentes sur un état du monde futur

*Multidimensionnelle* : cet état futur dépend de ce qui est fait ou pas fait pour le climat, mais pas que, il dépend aussi de plein d'autres choses

Tout cela pouvait se ramener, conceptuellement, à autant d'indicateurs d'investissement net ou de ponctions sur les différentes composantes d'un capital élargi, incluant les actifs naturels...

Pouvait-on envisager que cette question-là puisse, en ce qui la concerne, faire l'objet d'un indicateur unique ?

# La question de la soutenabilité : ce que le rapport Stiglitz en avait dit (2)

Indicateur unique suppose unité de compte commune

Unité monétaire est forcément candidate, et pas illégitime

Tout agrégat revient à donner des valeurs relatives aux choses, donc une forme de monétisation implicite

Mais quelle valeur monétaire donner aussi bien aux dommages attendus des atteintes à l'environnement qu'aux efforts faits pour le préserver ou l'améliorer ?

Ce dont on disposait à l'époque conduisait à des valeurs très faibles pour les « équivalents dommages » des émissions de CO<sub>2</sub>

Les retrancher d'une notion d'épargne étendue à toutes les formes d'investissement (y.c. capital humain) n'apportait que peu de choses

C'était la limite de l'épargne nette ajustée au sens de la Banque mondiale, à laquelle était reprochée son approche « faible » de la soutenabilité, face à des indicateurs que la littérature de l'époque qualifiait de « forts » (e.g. empreinte écologique)

# La question de la soutenabilité : ce que le rapport Stiglitz en avait dit (3)

Sortir de l'opposition fort/faible supposait d'imputer aux émissions courantes ou à l'action climat des valeurs vraiment représentatives de l'enjeu qu'elles représentent pour le long terme

Une question évidemment difficile, et non sans paradoxe

On dit –à juste titre– qu'on ne sait pas mesurer le bien-être

Or la vraie réponse à la question de la soutenabilité nécessiterait de dire comment ce qui est fait aujourd'hui va affecter le bien-être de demain

Peut-on prétendre prévoir une donnée qu'on se dit incapable de mesurer pour la période courante ?

Tout cela avait conduit, prudemment, à ne pas préconiser davantage qu'un mini-tableau de bord ad hoc

Informant séparément sur chacune des dimensions jugées cruciales de la soutenabilité

# La question de la soutenabilité : aller plus loin ?

## La situation a évolué

On dispose maintenant de valorisations monétaires de la tonne de carbone permettant à cette composante de sortir largement de l'épaisseur du trait

L'indicateur dit « faible » a donc du potentiel pour envoyer des messages forts

## Des questions qui subsistent néanmoins : que mesurent exactement ces valorisations ?

Elles sont déterminées en fonction d'engagements nationaux de décarbonation et des possibilités techniques de les atteindre

# Mais jusqu'où exactement ?

Avantage est de dispenser d'une mesure des dommages au sens des pertes de bien-être futur envisagées au niveau planétaire

On se centre sur des engagements nationaux de contribution à leur prévention

C'est déjà beaucoup et intéressant en soi

Mais néanmoins différent d'une évaluation des dommages

Si engagements sont en deçà de l'enjeu, on dira à tort qu'on fait ce qu'il faut pour la soutenabilité.

Et, pour que l'indicateur faible soit vraiment fort, il faut pouvoir arguer que toutes les composantes hors climat sont évaluées comme il faut

C'est-à-dire à hauteur de leurs vraies contributions aux conditions de vie futures, externalités comprises

# Mesurer les coûts de la transition : la CN dans son rôle habituel ?

Transition = un ensemble de chocs sur les productivités, sur la structure de l'activité, sur les revenus générés par cette activité et sur les prix

C'est un ensemble de choses pour la mesure desquelles la comptabilité nationale a été conçue

Lequel de ses indicateurs privilégier ?

PIB/tête en serait un proxy, mais plutôt regarder le revenu disponible brut (RDB) réel ou ses versions plus ou moins élargies

Dont notamment le RDB ajusté mais pas que : problématique des services publics en nature

# Quelles attentes exactes vis-à-vis de ces indicateurs ?

Pas des indicateurs complets du bien-être, comme on vient de le rappeler

Mais il faut néanmoins que, sur leur champ, ils aient un message cohérent avec les préférences ordinales des agents

On aurait clairement un problème si RDB disait que les choses s'améliorent entre  $t$  et  $t' > t$  alors que les individus, s'ils en avaient le choix, préféreraient revenir, toutes autres choses égales par ailleurs, aux conditions de consommation de l'année  $t$

Pas évident qu'on soit complètement protégé de ce risque

# Des risques de sous-estimation du coût en bien-être de la transition ?

Indicateur ne considère que les effets revenu et prix (dont la taxation), pas l'impact des rationnements quantitatifs, alors qu'il peut être du même ordre de grandeur

Effets prix sous-estimés si trop forte tendance à voir les surcoûts des produits verts comme des effets qualité, alors qu'il n'y a pas de gain véritable pour l'utilisateur

En prenant soin, cependant, de distinguer coût à l'achat et à l'usage

## La question des actifs échoués

Une partie du problème ressortira certes au compte de revenu des ménages, celle que les entreprises répercuteront sous forme de moindres salaires/dividendes ou de prix plus élevés

Mais pour les actifs directement détenus par les ménages, des effets qui seront plutôt à regarder du côté de leur compte de capital (dont bien sûr le logement...)

S'agissant du RDBA, le problème des partages volume-prix pour les services publics

Et bien évidemment, comme toujours, la nécessité d'aller au-delà de la moyenne

# A l'inverse, d'autres facteurs pourraient-ils rendre la transition moins problématique ?

1. Les co-bénéfices non monétaires : santé, cadre de vie et loisir (si autre que le loisir forcé dû aux destructions d'emploi)
2. Le verdissement des préférences : taxation sera moins douloureuse, par exemple, si touche des biens auxquels on choisit spontanément de renoncer

Le problème serait de mesurer ces deux types d'effets compensateurs

Pour les premiers, on retombe sur la difficulté à imputer une valeur monétaire à ce qui n'en a pas spontanément

Thème classique de la littérature *beyond GDP*

Le second sujet est plus inédit

# Le verdissement des préférences (1)

Non pas que les changements de préférences soient une nouveauté : ils ont toujours accompagné le développement économique

La nouveauté est que, cette fois, ils sont un facteur dont on attend explicitement qu'il aide à la transition

Difficile, du coup, de continuer à n'y voir qu'un facteur perturbateur que, faute de mieux, on se permet d'ignorer

Or posent problème apparemment dirimant

Comment évaluer si une modification donnée des possibilités de consommation améliore ou détériore les conditions de vie quand les préférences pour les biens ne sont pas stables ?

Equivaut à vouloir mesurer une longueur avec un mètre à ruban élastique.

# Le verdissement des préférences (2)

## Exemple d'une combinaison taxation/modifications des préférences

Evolution du niveau de vie évalué à prix chaînés ne sera pas la même selon que le changement de préférences précède ou fait suite à la hausse de la taxe

Autrement dit, des niveaux de vie finaux différents peuvent être associés à deux états finaux parfaitement identiques

## Pas de solution parfaite à ce genre de problème

Invite, a minima, à éviter l'excès de positivisme sur ce que mesurent les chiffres

Et a varier les approches, y compris mobilisation des indicateurs subjectifs

# Éléments de conclusion

Limite à la synthèse : deux questions différentes appellent au moins deux indicateurs ou groupes d'indicateurs

- Sur la soutenabilité, avancées en perspective

- Sur la mesure des coûts de la transition, possibilité de puiser dans l'existant

Mais non sans vigilance dans les deux cas

- Suivre le respect des engagements climatiques nationaux est une chose, mais ne répond pas intégralement à la question très globale de la soutenabilité

- Mesures usuelles de niveau de vie risquent de passer à côté de certains des effets locaux et immédiats de la transition

  - Principe de précaution invite à surtout se montrer vigilant sur les risques de sous-estimation de son coût

Merci de votre attention